

**Pays :** République du Tchad

**Commission :** Sommet UE et Afrique de l'Ouest

**Problématique :** Comment relancer la coopération entre l'Union européenne et les organisations régionales ouest-africaines (CEDEAO, l'UEMOA et la CEN-SAD) pour répondre aux défis migratoires, sécuritaires, économiques et démocratiques en Afrique de l'Ouest ?

Le Tchad se trouve en Afrique centrale, mais il est au cœur des enjeux du Sahel et partage ses frontières avec plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest. Notre pays est une pièce très importante de la stabilité régionale. Le gouvernement actuel souhaite renforcer le dialogue avec l'Union européenne (UE) car le Tchad est membre de la CEN-SAD (Communauté des États sahélo-sahariens). La problématique de ce sommet est essentielle pour nous : il s'agit de voir comment mieux collaborer avec l'Europe pour faire face aux crises qui touchent notre région.

Cette volonté de relancer la coopération pose des défis majeurs. Le premier est sécuritaire : le Sahel est devenu le point principal du terrorisme mondial, ce qui déstabilise l'État et empêche le développement. Le deuxième enjeu est migratoire. Le Tchad est très touché par les déplacements massifs de population (plus de 6 millions de déplacés dans la région) à cause des guerres et du climat. Enfin, il est aussi économique : notre pays a besoin d'infrastructures modernes pour relancer son économie et offrir un avenir à sa population jeune.

La position du Tchad est de rester un partenaire fiable pour l'UE, tout en demandant le respect de sa souveraineté. Notre pays a soutenu les Accords de Cotonou en 2000, qui insistent sur la démocratie et les droits de l'homme. Le Tchad pense que l'UE doit continuer à aider militairement les pays africains, comme elle l'a fait avec la mission EUTM, mais sans que cela soit perçu comme une ingérence. Nous défendons aussi une revalorisation de la CEN-SAD, qui est souvent oubliée dans l'intérêt de la CEDEAO, alors qu'elle est essentielle pour la sécurité des zones désertiques.

Le Tchad a déjà agi concrètement avec ses partenaires. En 2023, l'UE a alloué 26,5 millions d'euros d'aide humanitaire à notre pays. De plus, le Tchad bénéficie du Fonds fiduciaire d'urgence de l'UE pour la région du Lac Tchad, qui finance des projets pour créer des emplois et stabiliser les communautés.

Pour les débats, notre délégation propose les solutions suivantes :

- Augmenter les moyens financiers de la CEN-SAD pour mieux sécuriser les frontières avec l'aide de technologies européennes.
- Utiliser l'initiative Global Gateway pour investir dans l'agriculture durable et le numérique afin de réduire la pauvreté.
- Maintenir un dialogue diplomatique avec tous les voisins, même ceux en transition politique, pour ne pas casser la lutte contre le terrorisme.

En conclusion, le Tchad réaffirme sa position de partenaire stratégique. Notre pays est pro-européen car il reconnaît que l'aide de l'UE est indispensable pour la sécurité et le développement. Cependant, le Tchad reste attentif à garder son indépendance face aux nouvelles puissances mondiales. Nous espérons que ce sommet permettra de créer une coopération plus équilibrée et efficace pour l'avenir du Sahel.